

# Évolution de l'économie canadienne

Roland Parenteau

Volume 50, numéro 1, 1982

Numéro spécial du cinquantenaire

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1109523ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1109523ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0004-6027 (imprimé)

2817-3465 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Parenteau, R. (1982). Évolution de l'économie canadienne. *Assurances*, 50(1), 66-75. <https://doi.org/10.7202/1109523ar>

Résumé de l'article

In his article, Mr. Parenteau presents his view of the economic situation over the past fifty years, a time span equalling the existence of Assurances. We should like to thank him for having reviewed the economic trends and the principal elements having prevailed throughout this period. His reflections allow him to draw the following conclusion: the Canadian economy has made great strides in the last fifty years but is currently plagued by a profound malaise. To counter this situation, the author advises we rid ourselves of a number of preconceived views and most importantly, channel a greater flow of energy and ideas into improving productivity and restoring economic harmony.

## Évolution de l'économie canadienne

par

ROLAND PARENTEAU,  
professeur à l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal

66

*In his article, Mr. Parenteau presents his view of the economic situation over the past fifty years, a time span equalling the existence of Assurances. We should like to thank him for having reviewed the economic trends and the principal elements having prevailed throughout this period. His reflections allow him to draw the following conclusion : the Canadian economy has made great strides in the last fifty years but is currently plagued by a profound malaise. To counter this situation, the author advises we rid ourselves of a number of preconceived views and most importantly, channel a greater flow of energy and ideas into improving productivity and restoring economic harmony.*



Retracer l'évolution de l'économie canadienne depuis un demi-siècle, c'est revoir toutes les phases de la conjoncture depuis la sombre dépression des années '30 jusqu'à la prospérité éblouissante des années '60, en passant par l'activité besogneuse de la période de guerre et aboutissant finalement à l'*inquiétude* contemporaine. Mais au-delà de l'alternance inévitable des phases de prospérité et de stagnation sinon de recul qui a marqué ce demi-siècle, c'est un développement économique incontestable, fait à la fois de croissance quantitative, mais aussi de maturation de l'économie dans toutes ses dimensions, qui a permis au Canada d'accéder au club très sélect des huit grands pays industriels du monde.

Comment décrire en peu de mots l'évolution caractéristique de ces cinquante ans? Il est sans doute important de souligner le point de départ, 1932, et aussi le point d'arrivée, 1982, pour mesurer l'écart; mais il importe aussi de marquer les éléments importants de la période intermédiaire. On pourrait farcir ce texte de chiffres tous plus précis les uns que les autres, pour montrer dans quelle mesure l'économie a évolué pendant ce demi-siècle selon ses diverses composantes, mais nous

croyons plus important de souligner les facteurs de la croissance et d'adopter ainsi une approche plus qualitative.

Cette partie sera tout de même précédée de quelques chiffres permettant de caractériser brièvement l'évolution. Elle sera suivie d'une brève analyse de la situation contemporaine et des problèmes qui confrontent l'économie canadienne de 1982. Ceci nous permettra de dénoncer certains mythes qui hantent encore trop souvent nos esprits.

### La croissance

67

Personne ne contestera que le Canada a connu au cours des derniers cinquante ans une croissance marquée de sa production. C'est l'ampleur du phénomène qui étonne, même pour les Canadiens qui ont été témoins de cette période. La dépense nationale brute est passée de 3,8 milliards en 1932 (après avoir chuté d'un sommet de 6,1 milliards en 1929) à 289 milliards en 1980, en dollars courants évidemment. Une croissance aussi effarante (76 fois) s'explique essentiellement par trois facteurs. D'abord, la croissance de la population, mais en réalité celle-ci a à peine plus que doublé au cours du demi-siècle. Les prix relatifs de la production ont aussi varié dans une proportion difficile à évaluer sur une aussi longue période. Enfin, facteur non négligeable, la production s'est aussi améliorée considérablement, selon des rythmes variables suivant les époques, mais avec une progression constante. Ajoutons que le point de départ, l'année 1932, marquait le creux de la Grande Dépression.

D'après le Conseil Économique du Canada, les taux moyens annuels de croissance de l'économie canadienne ont été d'environ 3% entre 1926 et 1973 en dollars constants. <sup>(1)</sup> Il faut ajouter qu'au cours des années '60 et '70, les taux ont atteint facilement 5 ou 6% annuellement, mais depuis peu d'années la tendance est à la baisse au point qu'on envisage pour les années courantes des taux moyens qui se situeraient plutôt autour de 2 à 3%. La population canadienne ne croissant plus désormais que très lentement (moins de 1% par année), c'est essentiellement les variations dans la productivité qui vont déterminer la croissance économique en termes réels. Or, d'après le Conseil Économique du Canada, «l'accroissement de la productivité a été décevant depuis 1973». En fait le taux d'accroissement au cours des années '70 n'a été que la moitié de celui des années '60. <sup>(2)</sup> D'ailleurs le titre de l'exposé

<sup>(1)</sup>C.E.C. *Douzième exposé annuel*, 1975, p. 25.

<sup>(2)</sup>C.E.C. *Seizième exposé annuel, Le fardeau de l'inertie*, 1979, p. 11.

annuel du Conseil en 1979, «Le fardeau de l'inertie» est très évocateur de la situation dans laquelle on se trouve présentement.

C'est au cours des derniers 30 ans que le Canada a connu son essor le plus considérable. Entre 1950 et 1975, l'indice de la dépense nationale brute en dollars constants est passé de 36 à 118 (dollars de 1971).<sup>(1)</sup> S'il y a eu encore quelque progrès par la suite, il faut convenir qu'à l'heure actuelle, l'économie marque un net essoufflement. Malgré cela, à cause de l'effet cumulatif de la croissance presque ininterrompue que le Canada a connue depuis 1950, les citoyens peuvent jouir, à l'heure actuelle, d'un des niveaux de vie les plus enviables au monde.

68

### **Les caractéristiques du développement**

Voyons quelques aspects parmi les plus caractéristiques du dernier demi-siècle.

#### **1 — Diversification des activités**

Il était normal que l'économie canadienne se diversifie pendant une si longue période, passant d'un stade où les industries primaires dominaient à un deuxième, où le secteur secondaire a accaparé l'essentiel des forces vives de la nation (période de guerre et d'après-guerre) pour aboutir enfin à un troisième, où c'est le tertiaire qui prend le plus de place, du moins en termes de main-d'oeuvre utilisée. Voilà l'évolution classique des économies qui se modernisent, et le Canada n'a pas échappé à la règle.

Il convient, cependant, d'ajouter que le fait d'accéder à une incontestable maturité économique n'empêche pas le Canada de rester un important fournisseur de matières premières. Par ailleurs, le développement de nouveaux secteurs industriels de haute technologie ne s'est pas fait au détriment des secteurs traditionnels (textile, chaussure, etc.) puisque, pour des raisons politiques évidentes, le gouvernement fédéral et, dans une moindre mesure, les gouvernements provinciaux, ont toujours réussi à protéger tant bien que mal les industries déclinantes contre la concurrence étrangère, au grand désespoir des partisans de la spécialisation internationale, qui auraient bien voulu qu'on fasse davan-

---

<sup>(1)</sup>*Annuaire du Canada, 1976-77, p. 1125.*

tage confiance à la liberté des échanges et au principe de la spécialisation.

## 2 — *Modernisation de l'économie*

Le développement industriel, puis celui des transports, du commerce et de la finance ont bénéficié de l'apport d'une technologie de toute première qualité grâce d'ailleurs à la proximité des États-Unis, qui ont jusqu'à tout récemment montré une supériorité évidente sur ce plan. En effet, malgré les efforts considérables des Canadiens en matière de recherche et développement, efforts où les gouvernements prennent une part croissante, il faut reconnaître que l'essentiel de la technologie est importé. Le véhicule principal de cet apport, c'est évidemment l'entrée de capitaux directs, mais il existe d'autres voies importantes, comme l'énorme proportion de diplômés canadiens ayant fréquenté les universités américaines ou encore l'omniprésence au Canada des ouvrages ou périodiques scientifiques d'origine américaine.

69

## 3 — *Domination étrangère*

Une telle situation n'est d'ailleurs pas sans inquiéter grandement les autorités canadiennes, qui se sont rendu compte, il y a quelques années, que la croissance économique du Canada s'accompagnait d'une forte aliénation des entreprises canadiennes aux mains étrangères. Le phénomène n'est certes pas nouveau, mais on aurait pu s'attendre ou du moins espérer, après la dernière guerre, que la maturité économique du Canada s'exprimât aussi par une prise en main de ses entreprises. Il n'en a pas été ainsi, à cause évidemment de la proximité du géant américain et, à une époque plus récente, du dynamisme exceptionnel de certains pays européens. Pour essayer de se prémunir contre le danger d'une excessive domination, le Canada a adopté une double stratégie, à la fois défensive et offensive. D'une part, il a créé une agence de tamisage des investissements étrangers, chargée d'analyser tous les projets à la lumière de l'intérêt des Canadiens et, par ailleurs, les gouvernements canadiens tentent de stimuler l'entrepreneurship par toute une série de mesures d'aide à l'entreprise canadienne, mais aussi la création d'entreprises publiques.

#### 4 — *Concentration géographique et déplacement du centre de gravité*

70

Sur le plan territorial, les cinquante dernières années ont vu graduellement les activités industrielles se concentrer à proximité de grandes agglomérations, phénomène facilité, d'une part, par l'abaissement relatif des coûts de transport et, d'autre part, par la concentration dans les villes de tous les services spécialisés dont une entreprise moderne a un constant besoin. L'urbanisation qui en est résulté n'a pas été sans causer de graves problèmes sociaux, comme le déracinement de beaucoup de ruraux ainsi que l'émergence de disparités régionales persistantes, en dépit des nombreux efforts destinés à les atténuer.

Une autre tendance, séculaire celle-là, c'est le lent déplacement du centre de gravité de l'économie canadienne d'est en ouest. Pendant plusieurs décennies, ce déplacement s'est manifesté en faveur de l'Ontario et a pris la forme d'une rivalité Montréal-Toronto, qui s'est terminée par une incontestable victoire de cette dernière. Mais le mouvement n'est pas fini. On sait qu'à l'heure actuelle, sous l'effet de facteurs de localisation favorables, notamment la présence du pétrole, c'est l'ouest du Canada qui attire capitaux et travailleurs, de sorte que c'est l'Ontario qui se trouve désormais menacée d'un déclin relatif. Les résultats récemment publiés du recensement de 1981 consacrent cette tendance. Ainsi, le taux quinquennal de croissance de la population de l'Ontario tombe à 3.5%, alors que ceux de l'Alberta et de la Colombie grimpent respectivement à 20.1% et à 10.1%

#### 5 — *Présence accrue du gouvernement*

Pour toutes sortes de raisons, à la fois conjoncturelles et structurelles, les gouvernements ont de plus en plus pris l'habitude d'intervenir dans le fonctionnement des marchés, parfois pour aider l'entreprise, parfois au contraire en vue de protéger certaines autres catégories d'agents économiques. La multiplicité des interventions, tant au niveau fédéral que provincial, et sous les formes les plus diverses, fait en sorte qu'il est difficile de parler maintenant, comme on le faisait autrefois, de système d'initiative privée. Celle-ci n'est sans doute pas disparue, mais elle est soumise à tellement d'entraves (ou parfois d'encouragements) qu'on peut véritablement parler d'économie mixte.

Les interventions gouvernementales n'ont pas seulement grossi en volume, le secteur public accaparant maintenant 40% du P.N.B., mais

elles ont changé de nature. Pendant longtemps, l'État s'est contenté de corriger ce que le régime capitaliste pouvait avoir de défectueux, imposant telle contrainte ici (législation ouvrière, lutte à la pollution, etc.), créant tel programme là (assurance-récolte, assurance-maladie, subventions à l'habitation, etc.). Depuis quelques années, les gouvernements, considérablement renforcés en termes d'expertise, se donnent pour mission de présider au développement, que celui-ci soit économique, culturel ou social. Ce n'est pas seulement un appui à des initiatives privées qu'ils fournissent, mais un leadership qu'ils désirent assumer.

71

### 6 — *Élévation des niveaux de vie*

La croissance économique mentionnée plus haut ne pouvait faire autrement que se traduire par une élévation sensible des niveaux de vie moyens. Les plus âgés des citoyens canadiens sont en mesure de faire des comparaisons avec les années '30. Il faut reconnaître, cependant, que pour une fraction importante de la population aux prises avec des problèmes quotidiens et la nécessité «de joindre les deux bouts», cette amélioration n'est pas toujours évidente, de sorte qu'on arrive au paradoxe d'une population dont le degré d'insatisfaction semble s'accroître en raison directe de l'abondance de biens dont elle peut bénéficier. C'est la preuve qu'en ce domaine, tout est relatif et que la mémoire des consommateurs est très courte.

Il faut ajouter, toutefois, qu'en dépit d'une prospérité générale difficile à contester, il persiste dans la société des inégalités criantes de conditions de vie que les dirigeants sociaux ne peuvent évacuer de leurs préoccupations sous prétexte que les plus défavorisés de la société vivent beaucoup mieux que leurs congénères des années '30. Beaucoup de programmes publics visent, en fait, à opérer une redistribution plus équitable des revenus, monétaires ou en nature, avec cependant un succès très relatif, il faut le reconnaître.

### 7 — *Quelques ratés dans le système*

Indépendamment des difficultés de répartition auxquelles on a fait allusion précédemment, l'évolution de l'économie, tout en atteignant des niveaux de production sans précédent, s'est accompagnée de certains maux qui, non seulement n'ont pas tendance à se résorber mais, au contraire, manifestent une fâcheuse propension à s'installer à demeure. Ainsi, le prénomène inflationniste, longtemps considéré comme

transitoire et susceptible de guérison, moyennant les mesures correctives appropriées, ne semble pas vouloir se résorber. Tout au plus, peut-on dire qu'il est sous contrôle puisqu'on n'a pas atteint les niveaux de certains pays sud-américains ou même européens. Mais il semble qu'on doive, pour un certain temps, sinon indéfiniment, subir des taux voisins de 10%.

72 Une conclusion analogue doit être tirée à propos du chômage, qu'on pensait pouvoir contenir à 3% d'abord, puis à 4.5%, puis à 6%. Or, les taux récents observés au Canada le situent beaucoup plus près de 7% ou 8% avec sans doute des variations conjoncturelles accentuées et des disparités régionales embarrassantes.

Un dernier sujet de difficulté, c'est la crise pétrolière. L'élévation brusque et répétée des prix du pétrole a déclenché toute une série de réactions en chaîne, qui ne sont pas toutes négatives, loin de là. En effet, s'il y a eu renchérissement inévitable de certains produits tirés du pétrole, le choc a été quand même assez violent pour déclencher une réaction générale favorable à l'économie d'énergie. Ceci nous fait prendre conscience du fait que la prospérité économique généralisée avait conduit à un gaspillage éhonté de ressources que les économistes qualifient de «rares».

### **La situation actuelle**

Où en sommes-nous, à l'heure actuelle? Il ne fait de doute pour personne que nous sommes en pleine crise économique, bien qu'il ne faille pas donner à ce terme le sens qu'on lui donnait au cours des années '30. Il s'agissait alors de pénurie de biens, de sous-emploi généralisé, de misère et de famine. La crise actuelle est beaucoup plus une crise de croissance, un ajustement nécessaire en vue d'en arriver à un développement plus harmonieux.

En effet, en dépit des maux économiques mentionnés plus haut, la plus grande partie des consommateurs jouit d'un niveau de vie tout à fait acceptable, si on le compare à celui des autres pays. Ceci révèle une réalité fondamentale, c'est que l'acquis des vingt dernières années demeure et que le niveau général de production n'est pas à la baisse, à moyen terme. Cela dit, on peut affirmer que beaucoup de travail reste à faire en vue d'augmenter le caractère compétitif de notre économie. L'amélioration de la productivité et la rationalisation de l'effort de travail restent la grande tâche des années à venir, beaucoup plus qu'une

obsession de la croissance en elle-même. Non pas que la croissance doive être mise de côté, mais elle doit s'effectuer sans provoquer des distorsions qu'on a ensuite du mal à corriger et surtout ses fruits doivent être répartis équitablement. On remarque d'ailleurs certaines modifications dans le comportement des citoyens. En effet, à partir du moment où on a atteint un certain niveau d'abondance, le souci de la qualité de la vie tend à remplacer graduellement le souci de croissance à tout prix. Cette nouvelle préoccupation est restée jusqu'à maintenant surtout au niveau de la collectivité, mais on sent qu'elle se répercutera bientôt dans les comportements individuels. On se rendra peut-être compte, à ce moment-là, que le niveau de vie idéal ne correspond pas nécessairement à une masse de biens et services sans cesse croissante, à des salaires toujours à la hausse.

On sent aussi chez les citoyens un effort de participation à la vie économique qui les amène à lancer des coopératives, à faire partie de clubs de placement, voire même à fonder des entreprises nouvelles. L'opinion publique semble de plus en plus inquiète de la puissance menaçante des grandes multinationales, synonyme chez nous de capitaux étrangers. Cette situation ne peut être résolue que par un effort de plus grande participation individuelle ou collective via les sociétés d'État, par exemple.

### **La fin des mythes**

Lorsqu'on prend un certain recul par rapport à la réalité quotidienne, on se rend compte qu'il faut mettre de côté un certain nombre d'idées reçues qui ont animé les générations précédentes, mais qu'il serait dangereux de vouloir conserver à tout prix.

#### a) La croissance indéfinie

Le premier de ces mythes est celui de la croissance indéfinie. Non pas que cette croissance ne pourrait être désirable en soi, mais elle n'est pas l'effet du hasard. Elle ne peut survenir qu'à la suite d'efforts soutenus, ce que les agents économiques ne semblent plus prêts à fournir comme auparavant. Voilà pourquoi il faut s'attendre à connaître, dans les pays développés, des périodes de stagnation, sinon de déclin véritable. Bien plus une fraction non négligeable de l'opinion non seulement ne s'inquiète pas de cette situation, mais la souhaite fortement

pour toutes sortes de raisons : nécessité d'économiser les ressources rares, priorité aux loisirs sur le travail, accent sur la qualité de la vie, etc.

### b) Le plein emploi

74 On a longtemps pris pour acquis que le plein emploi non seulement était désirable, mais aussi réalisable, pourvu qu'on mette en place les politiques adéquates. L'évolution des dernières années nous force à admettre qu'un tel objectif apparaît de plus en plus utopique. Les rigidités structurelles de l'économie, la réduction notable de la mobilité professionnelle et géographique des travailleurs, tels sont autant de facteurs qui contribuent à maintenir un taux moyen de chômage fort au-delà de ce que l'on souhaiterait.

### c) La stabilité des prix

Ainsi en est-il de cet autre mythe selon lequel les hausses inflationnistes de prix ne seraient que de mauvais moments à passer, alors que la normalité correspondrait à une stabilité relative. Il importe de ne pas se faire d'illusions. Théoriquement, il serait possible d'arriver à une stabilité beaucoup plus grande des prix, mais le prix à payer pour une telle politique serait hors de proportion avec les résultats escomptés. N'oublions pas que l'inflation ne fait pas que des malheureux. Certains agents économiques, à commencer par les gouvernements, se tirent fort bien d'affaire dans une telle situation.

Somme toute, il faut se faire à l'idée que le chômage et l'inflation sont des maux inhérents à notre système économique. Tout au plus, pouvons-nous espérer qu'on puisse les contenir dans les limites raisonnables et qu'on en corrige les effets les plus nocifs.

### d) La toute-puissance de l'État

Le processus démocratique combiné à l'idéologie interventionniste des dernières générations tend à valoriser indûment le rôle de l'État comme agent économique. Sans doute, celui-ci peut-il apporter des correctifs efficaces dans certaines circonstances, mais son impact dépend fortement des consensus qu'il a pu obtenir. Rappelons-nous l'échec de la politique anti-inflationniste du gouvernement Trudeau au milieu des années '70. Si des partenaires importants comme les syndicats ou le monde des affaires décident de ne pas collaborer, l'État ne peut faire de miracles. Autant donc il ne faut pas surestimer le rôle du gouverne-

ment quand les choses vont bien, autant il ne faut pas lui attribuer tous les torts quand les choses vont mal.

### Conclusion

Les quelques commentaires que nous venons d'esquisser brièvement nous amènent à conclure, d'une part, que l'économie canadienne a fait des pas de géant depuis un demi-siècle, ce qui s'est traduit par une élévation notable des niveaux de vie moyens, mais qu'un certain nombre de malaises continuent de persister, sans qu'on voie la possibilité de les supprimer tous ensemble de façon significative.

75

C'est que la vie économique offre cette particularité (qu'elle partage avec le traitement des maladies par la médication) selon laquelle apporter un correctif efficace sur un point peut provoquer des distorsions dont l'effet nocif peut être pire que le mal qu'on a voulu combattre. Vouloir à tout prix réduire les hausses de prix à des taux considérés comme acceptables peut signifier une hausse intolérable des taux de chômage. Pratiquer une politique de contraction des taux d'intérêt, comme on l'avait prôné récemment au Canada, pouvait provoquer une sortie anormale de capitaux canadiens attirés par les taux plus élevés du marché américain. La politique économique constitue donc un ensemble intégré et une action exercée sur un point; elle peut provoquer des réactions parfois bénéfiques, parfois nocives ailleurs. L'ennui, c'est que les aléas de la conjoncture sont tels et les influences étrangères sont d'une telle ampleur, dans une économie largement ouverte comme celle du Canada, que les politiques gouvernementales, en dépit de la bonne volonté des gouvernants, ont beaucoup moins d'impact qu'on le croit sur le déroulement des événements.

Enfin, on devra déployer beaucoup plus d'énergie qu'auparavant en vue d'améliorer la productivité de l'économie. Ceci pourrait permettre d'obtenir plus de biens et services à répartir dans la collectivité et, en même temps, de réduire l'effort de travail, ce qui semble aussi un souhait généralement partagé par les Canadiens.

---

Dans *Institutional Investor*, on fait paraître un article dont le titre percutant attire l'attention: "The Assault on the independent agent", by Susan Hill. À lire par ceux qui craignent le présent comme l'avenir dans une société qui n'a aucun respect et aucune pitié pour le faible.